



LETTRE OUVERTE AU CONSEIL FÉDÉRAL

Aviation: « La quarantaine » péjore la crise

Elisa Lanthaler Les syndicats et associations de personnel ont écrit au Conseil fédéral pour lui demander de reconsidérer le système de quarantaine helvétique. « Les dispositions actuelles sont clairement un désavantage pour l'aviation et mettent inutilement en danger des dizaines de milliers d'emplois », relève Philipp Hadorn, président de SEV-GATA.

Alors que dans les pays voisins, l'obligation de quarantaine est levée après un test corona négatif à l'entrée, dans notre pays, toute personne entrant d'une zone à risque doit être mise en quarantaine pendant dix jours. « En tant que syndicats et associations de personnel, nous n'avons pas la prétention de juger quelles mesures sont efficaces et nécessaires pour protéger les passagers et les employés », précise Philipp Hadorn dans la lettre ouverte. Mais l'inégalité de traitement dans les différents pays et par rapport à d'autres formes de mobilité place clairement l'aviation suisse dans une situation de désavantage concurrentiel et aggrave encore la crise. Le Conseil fédéral est donc instamment prié de collaborer rapidement avec les pays européens pour mettre en place un « système de test et de quarantaine » approprié et aussi uniforme que possible.

Dans une lettre ouverte, les syndicats et les associations du personnel demandent également des mesures de soutien supplémentaires si l'aviation tarde à se remettre de la crise. « Il est important d'examiner en

temps utile s'il est judicieux de prolonger le chômage partiel dans l'industrie », explique M. Hadorn. Sinon, les entreprises risquent de devoir licencier prématurément du personnel dont elles seront à nouveau dépendantes dès que le secteur se sera remis de la crise. « Pour l'industrie aéronautique, la poursuite du chômage partiel basée sur les besoins et l'efficacité est une option, en particulier pour pouvoir conserver à long terme les employés « qualifiés » pour l'industrie aéronautique », déclare M. Hadorn.

La crise a déjà un impact dramatique sur les salaires - malgré les indemnités de chômage partiel. Cette mesure est d'autant plus dure pour les salariés avec des bas salaires. C'est pourquoi les représentants du personnel exigent que le remboursement des prêts ne soit pas une menace pour de nombreux employés. En outre, la sécurité de l'emploi devrait faire partie des conditions des contrats de prêt, conformément aux conventions collectives de travail.

Le Conseil fédéral devrait également examiner comment la formation de base dans les différents secteurs peut être adaptée afin de mieux faire face aux fluctuations. Philipp Hadorn pense ici, par exemple, à une formation de base commune pour les mécaniciens de locomotive et les pilotes, qui pourrait ensuite se conclure par une spécialisation pour le rail ou l'aviation. « De cette manière, la demande dans les deux professions pourrait être satisfaite avec plus de souplesse. »



Le 11 septembre les employé-e-s des aéroports de Zurich et Genève avaient manifesté pour leur emploi et les conditions de travail.

POLITIQUE SOCIALE

Echec du référendum contre la rente-pont

USS Le comité référendaire proche de l'UDC a échoué dans son offensive contre la prestation transitoire pour les chômeurs et chômeuses âgé-e-s. Une bonne nouvelle ! Cette nouvelle prestation est en effet de toute urgence nécessaire.

En décidant la création de cette prestation transitoire, le Parlement avait choisi d'offrir une alternative à l'aide sociale à des personnes qui ont travaillé durant toute leur vie et se retrouvent sans emploi juste avant la retraite. Le modèle initialement proposé à cet effet a été élaboré par les partenaires sociaux et le Conseil fédéral. La crise du coronavirus a prouvé si besoin était que les salarié-e-s de plus de 50 ans sont souvent les victimes de licenciements économiques. De fait, les derniers chiffres du SECO montrent que le nom-

bre de personnes de plus de 60 ans au chômage a augmenté de 41 % par rapport à l'année dernière, une hausse qui est même de 45 % pour les plus de 55 ans !

La nouvelle prestation transitoire est dès lors une urgence pour les personnes concernées. Et c'est maintenant qu'elles en ont besoin ! Il faut donc que le Conseil fédéral fasse tout ce qui est en son pouvoir pour que la rente-pont devienne réalité dès le 1er janvier 2021. Le gouvernement, l'Administration et le Parlement ont élaboré la loi nécessaire au pas de charge. Elle ne doit pas rester lettre morte durant des mois. Il est évident qu'il faut du temps pour une mise en œuvre concrète et une ordonnance sérieuse, néanmoins, l'entrée en vigueur du droit légal à la rente-pont doit et peut être fixée au 1er janvier 2021.

COMITÉ CENTRAL TS

Des projets CFF difficiles à avaler

TS Le comité central (CC) s'est réuni les 5 et 6 octobre 2020 à Vitznau pour la deuxième séance du comité central en 2020. Les thèmes principaux étaient les mesures d'économie répercutées sur le personnel, le développement du système salarial, ainsi que la réorganisation au trafic Voyageurs avec WEPplus.

Nous avons discuté en détails des revendications des CFF au sujet du développement du système salarial. Il ne faut pas vouloir faire des économies et personne ne devra être désavantagé. En outre on se demande comment les chefs vont répartir l'argent en réalité si l'évaluation du personnel est à l'avenir séparée de l'évolution salariale individuelle. Qui peut nous donner la garantie que cet argent sera réparti de manière équitable et qu'il n'y aura pas de décision arbitraire ?

Il y a d'autres couleuvres qu'on veut nous faire avaler: ce sont les mesures d'économie sur le dos du personnel. En particulier la suppression de deux jours de vacances en 2021 et la suppression des mesures salariales pour tous, c'est à dire pas de progression liée au système pour les bas niveaux, sont un peu trop difficiles à accepter.

Réorganisation WEPplus

Les CFF sont confrontés à de nombreux problèmes, en particulier dans le trafic Voyageurs. Cela concerne la situation du matériel roulant qui est extrêmement critique en ce moment. Avec les sous-effectifs dans le domaine opératif de la maintenance des véhicules, il n'est pas si facile d'améliorer la disponibilité et la fiabilité de la

flotte. Les sous-effectifs parmi les mécaniciens de locs et les assistants-clientèle amènent des problèmes de qualité. Avec le projet WEPplus des jalons importants doivent être posés pour l'avenir de la division Voyageurs et pour renforcer les CFF. La clientèle perçoit la qualité des CFF mais pas celle des divisions. La nouvelle organisation doit amener une optimisation du trafic voyageurs afin de nous permettre d'atteindre l'objectif suprême, qui est de « maîtriser le rail à la division Voyageurs (BiG P) ». La grande complexité due au caractère hétérogène des unités d'affaires du trafic voyageurs exige une optimisation de la structure de direction sur le plan de l'organisation.

Dès lors le conseil d'administration et la direction du groupe ont décidé de diviser la division Voyageurs en deux divisions. A l'avenir il y aura une « Division Marché P » et une « Division Production P ». L'application se fera en deux étapes: la première au 1er janvier 2021 et la deuxième au 1er mai 2021. En accord avec P-RH une commission d'accompagnement sera mise sur pied avec des représentants des commissions du personnel concernées et des partenaires sociaux.

Recrutement des membres

Le recrutement des membres est une tâche importante des sous-fédérations et des sections. Le 11 novembre, les sous-fédérations TS, RPV et AS organisent une action de recrutement à la gare de triage Limmattal. Pour l'année 2021, 4 semaines de recrutement sont prévues. Elles se dérouleront les semaines 10, 24, 36 et 48.



L'institut de formation des syndicats



Union syndicale suisse



Le syndicalisme a un avenir – le mouvement, c'est maintenant!

nouvelle date

16.11.2020

9h00-16h30

Hôtel Ador, Berne

Lundi 16 novembre, 9h00-16h30
Hôtel Ador, Berne

Avec le président de l'USS Pierre-Yves Maillard, la conseillère nationale Mattea Meyer, la conseillère nationale Regula Rytz, la chercheuse sur les mouvements sociaux Jasmine Lorenzini (Université de Genève) et la directrice formation de l'institut syndical européen Vera Dos Santos.

Mouvement des jeunes pour le climat, grève féministe, protestations sociales. Ces dernières années, les gens bougent. Par peur pour la planète, par souci de l'avenir des assurances sociales, par colère contre l'exploitation et l'injustice. Ou parce qu'ils en ont assez des promesses vides en matière d'égalité et d'égalité des chances.

La solidarité et la justice sociale sont les fondements d'une société et d'une économie durables. Les syndicats et leur action de formation doivent façonner cet avenir: Comment mobiliser nos membres sur les questions écologiques? Avec quels thèmes touchons-nous la prochaine génération? Comment lutter contre l'exploitation dans l'économie numérique? Comment travailler en réseau avec les mouvements européens et internationaux dans le futur?

L'Union syndicale suisse et Movendo, l'institut de formation des syndicats, vous invitent à une journée tournée résolument vers l'avenir.



Inscription

info@movendo.ch, téléphone: 031 370 00 70 ou par le lien suivant: <https://bit.ly/2EHSNT7>

Frais: gratuit pour membres de Garanto, Nautilus, SEV, syndicom, Unia, VP0D

Non-membres: CHF 250.-

www.movendo.ch